

La police française et les réfugiés politiques en Suisse à l'époque de la restauration

Autor(en): **Cart, J.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue historique vaudoise**

Band (Jahr): **20 (1912)**

Heft 10

PDF erstellt am: **30.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-18386>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE HISTORIQUE VAUDOISE

LA POLICE FRANÇAISE ET LES RÉFUGIÉS POLITIQUES EN SUISSE A L'ÉPOQUE DE LA RESTAURATION

(Suite)

L'idée d'une intervention des grandes puissances en Suisse pour y étouffer toute velléité révolutionnaire revient à plus d'une reprise dans les correspondances des autorités françaises. Le 18 février 1823, le préfet du Haut-Rhin écrivait : « Les royalistes s'étonnent que les quatre grandes puissances du continent et surtout la France et l'Autriche qui sont les plus intéressées à cause du voisinage, tolèrent la conduite de quelques cantons de la Suisse, tels que Bâle et l'Argovie qui accordent une protection spéciale aux révolutionnaires français et italiens (Au ministre de l'intérieur). » Et le 23, le commandant de la seconde subdivision de la guerre à Colmar, écrivait au maréchal Victor, duc de Bellune, ministre de la guerre : « Le général Bubna a demandé le passage (en Suisse) d'un corps autrichien, ou l'occupation de quelques cantons suisses. » Le motif invoqué par le général autrichien était qu'il y avait en Suisse beaucoup de Piémontais et d'Italiens réfugiés qui annonçaient pour le printemps prochain, vers Pâques, un mouvement de l'Est de la France jusqu'en Italie et à Naples, avec des Vêpres siciliennes. Et le commandant de Colmar ajoute : « Les cantons suisses paraissent

assez indifférents aux intérêts de la France. » — « Je ne puis assez le répéter, écrit à son tour l'un des agents de la police secrète, — jusques à quand donc cette république faible et débile continuera-t-elle à affecter hautement des principes opposés à ceux des grandes puissances ? » Quant au préfet du Haut-Rhin, il déclare qu'il serait « si facile de maintenir la Suisse par la sérieuse intervention de l'Autriche et même par l'occupation du territoire helvétique, qui se ferait sans coup férir si l'empereur y envoyait un corps d'armée... Il y est aussi intéressé que nous en raison de ses possessions en Italie (Au vicomte de Puymaigre 12 mai 1823). » Et comme s'il eût suffi au préfet du Haut-Rhin d'émettre ce vœu pour le voir exaucé, quatre jours plus tard il pouvait écrire : « Enfin les Autrichiens viennent d'intervenir avec vigueur près du gouvernement fédéral et nous ne verrons plus, grâce à cette manifestation, ces autorités suisses, si déchues de leur ancienne réputation, accueillir scandaleusement les révolutionnaires de toute l'Europe pour faire du territoire helvétique un foyer de révolutions toujours prêt à embraser la France et l'Italie... Tous les gouvernements des cantons sont dans la plus grande anxiété ; ils se réunissent, ils se consultent, mais ils sentent qu'ils ne peuvent que déférer à l'invitation autrichienne, et les mesures contre les transfuges commencent à s'exécuter. Le 13 mai, le colonel Schmid, directeur de la police de l'Argovie, deux colonels de Zurich et un autre personnage attaché à l'administration d'un autre canton, sont passés à Rheinfeld. Ils ont dit que l'Autriche parlait en maître, que la Suisse était dans une position bien critique. »

Malgré tout, cependant, il ne paraît pas que les espérances du préfet du Haut-Rhin reposassent sur un fondement bien solide, car l'intervention espérée n'eut pas lieu. Et même, dans le courant de juin, le parquet du procureur général à la cour royale de Colmar pouvait encore écrire : « Bâle, dans

toutes les affaires qui ont eu lieu dans ces derniers temps en Alsace, a recueilli tous ceux que la justice poursuivait. C'est de là que partent encore les nouvelles alarmantes qu'on répand pour abuser de la crédulité du peuple. Les autorités du pays ne veulent, en matière politique, nous prêter aucun secours. Il conviendrait que le gouvernement et les autorités françaises pussent obtenir quelques renseignements positifs d'un employé français richement salarié. »

A l'ouïe de ces plaintes, on est porté à se demander que faisait donc la police secrète ? Le préfet du Haut-Rhin avait déjà constaté qu'elle coûtait beaucoup, — la correspondance avec la Suisse exigeait, à elle seule, environ fr. 1500, par trimestre, — et il avait proposé de renoncer, à une date fixe, aux relations avec la rive droite du Rhin. Il croit que les gouvernements des cantons font tous leurs efforts pour chasser les carbonari, mais il constate aussi que, grâce à la mauvaise volonté de la part des autorités de quelques cantons, ou à la connivence des habitants, cette mesure est loin de recevoir son exécution. Plusieurs carbonari ont trouvé aussi un asile à Constance. Il ne semble pas non plus qu'en haut lieu on ait tenu compte du désir du préfet du Haut-Rhin de renoncer à la police secrète. Tout au contraire, celle-ci passe des accusations générales dirigées contre tel ou tel canton, à des dénonciations individuelles. A Schaffhouse doit exister « un sieur Im T... lieutenant-colonel, chargé de la police d'un canton, ancien officier supérieur dans l'armée de Buonaparte, tellement uni d'intérêts et d'affection avec les carbonari qu'il ne dissimule pas la protection qu'il leur accorde. Il est en relation avec les hommes les plus hostiles de tous les pays réfugiés en Suisse ». En Argovie, depuis quatre ou cinq mois, vit le nommé H... « tellement soutenu par la détestable administration de ce pays, qu'il brave toutes les investigations du colonel de la gendarmerie d'Aarau ». — « Un carbonaro fort dangereux est un sieur H..., lieutenant-colonel et commandant le génie militaire à Winterthour, ancien

officier sous Buonaparte. Il est en grandes relations avec plusieurs militaires français et reçoit beaucoup d'argent de la faction. Il est continuellement en voyage. Aujourd'hui, il est à Baden-Baden, dernièrement il se trouvait à Paris ; le plus souvent il habite Zurich. » A Bâle, « il existe une société de carbonari dont un des chefs paraît être un sieur R..., négociant de cette ville, qui a une raffinerie de sucre à Guebwiller. Il invente des nouvelles pour la distribution de chaque jour de marché, notamment le vendredi ». Il a pour complice un ancien payeur du trésor en Suisse, le nommé H... Il est signalé à la préfecture du Haut-Rhin comme un individu dangereux. Un homme de Zoug achète partout des armes ; il y en a des dépôts à Bâle, où l'on répare beaucoup de fusils, et dans d'autres cantons ; ce qui, au jugement de la police secrète, annonçait un *vaste complot*.

De son côté, le préfet du Haut-Rhin, toujours très vigilant, ne doute plus « qu'il n'existe sur la frontière de Suisse, une réunion d'hommes hostiles qui, de concert avec les révolutionnaires français, a sur son département des projets dont l'exécution est sans doute subordonnée à l'entrée de l'armée française en Espagne... Bientôt douze cents Grecs se trouveront réunis en Suisse et l'opinion populaire est que l'on profitera de ces aventuriers pour les joindre aux mécontents de Porrentruy et aux révolutionnaires français et *tenter un coup* sur le Haut-Rhin et sur le Doubs, au commencement du printemps ». Envisagée, paraît-il, comme très importante, cette lettre fut communiquée par le ministre de l'intérieur à M. de Chateaubriand, ministre des affaires étrangères (22 février 1823).

De même que son collègue du Haut-Rhin, le préfet du Bas-Rhin se montre inquiet. Il sait que les révolutionnaires français, allemands, italiens rassemblés en diverses contrées de la Suisse, y ont de fréquentes conférences. On recrute pour une légion qui servira de soutien aux révolutionnaires

d'Espagne et d'autres pays. Ils prêtent serment et montrent une obéissance aveugle. (Au ministre de l'intérieur 31 mars 1823). Déjà, l'année précédente, le Porrentruy avait attiré l'attention du préfet du Haut-Rhin. Il écrivait (11 décembre 1822) : « Je sais que ce pays est agité dans ce moment et tout disposé à seconder un coup de main qui l'enlèverait à la domination de Berne dont le gouvernement est odieux aux habitants de Porrentruy. » Et, quelques jours plus tard : « Dans le pays de Porrentruy, on regarde la guerre avec l'Espagne comme certaine et inévitable et on attend ce moment pour exécuter un complot formé par MM. de Mulhouse à la participation de ceux de Trevilliers et de Sainte-Hypolite (Doubs) ». Cependant, l'année suivante (16 mars) le grand bailli de Porrentruy, M. de Billieux, estime que ce serait à tort que le gouvernement français s'alarmerait des rassemblements qui se réunissent par petites bandes, sans armes, pour traverser le Tyrol. M. de Billieux repousse toute idée d'un rassemblement hostile dans la Suisse orientale et d'une conspiration de M^{me} de Saint-Leu qui aurait été la cause de la brusque occupation du château de Belfort.

* * *

Par ce qui précède, nous avons déjà pu nous convaincre que, dans les années 1822 et 1823, les rapports entre la France et la Suisse étaient passablement tendus. Sur toute la frontière, de Genève à Bâle et de Bâle au lac de Constance, la surveillance exercée sur les réfugiés politiques était des plus actives. La police, il est vrai, ne pénétrait guère dans l'intérieur du pays, demeuré assez indifférent à ce qui se passait à la frontière. On signale bien la petite ville de Morat comme « un des points les plus dangereux de la Suisse par les réunions qui s'y forment », et Stanz même, au cœur de la Suisse, rendez-vous de carbonari, — mais on n'insiste pas

sur ces détails. Il en était tout autrement, et on le comprend sans peine, de la résidence de la famille Bonaparte sur les rives du lac de Constance. Dès le jour de la chute définitive de l'empereur, sa famille était devenue l'objet d'une surveillance de tous les instants. On sait combien Joseph, l'ex-roi d'Espagne, avait eu de peine à trouver un asile et comment il avait dû abandonner la Suisse. La reine Hortense, désignée dans les rapports de la police sous les noms de comtesse ou duchesse ou simplement de Madame de Saint-Leu, avait pu, avec plus de sécurité, se réfugier dans son domaine d'Arenenberg, au canton de Thurgovie. Elle n'en était pas moins entourée d'espions et ne correspondait pas librement avec ceux que l'on envisageait comme ses partisans et ceux de son frère, le prince Eugène, l'ex-vice-roi d'Italie¹.

En janvier 1816, le ministre de l'intérieur écrit au préfet de l'Ain que « M^{me} de Saint-Leu, actuellement à Constance, reçoit ou expédie une partie de sa correspondance sous le couvert de la maison Hentsch, de Genève », le préfet est prié de s'informer par quelle voie, par quels bureaux, cette correspondance se transmet. L'enquête se poursuivra d'année en année. Le 8 juillet 1822, le préfet du Haut-Rhin se plaint de ce que la partie la plus essentielle de la correspondance de Suisse ait manqué, — savoir celle qui est relative à Constance et au château de Sandeck, résidence du prince Eugène. Cette lacune pourrait provenir de la maladie d'un certain M. de Vignolles, chargé de la surveillance de ce territoire, mais, en 1823, c'est M. le duc de Doudeauville, administrateur des postes, qui se plaint des agents des postes du canton de Vaud. « Ils méritent, dit-il, d'être soupçonnés », et cela avec d'autant plus de soin que le préfet du Doubs avait averti le duc du fait d'une correspondance très active entre

¹ Après la deuxième restauration, en 1815, la reine Hortense avait quitté la France. Elle y revint incognito en 1836, après les événements de Strasbourg. Elle y mourut en 1837.

les révolutionnaires de France et ceux de Lausanne. Cette correspondance passait la frontière portée par les postillons. De son côté, l'inspecteur des postes de Besançon signalait *les frères Bourgeois, courriers du canton de Vaud*, et demandait qu'on visitât l'auberge où ils logeaient à Pontarlier. On soupçonnait qu'il y avait là un dépôt de lettres.

Il serait superflu d'insister ici sur l'activité que déploie la police de Louis XVIII pour être au courant des moindres gestes de la famille Bonaparte. Il est tel dîner, par exemple, qui devient une cause d'inquiétude parce que les convives, convoqués dans un endroit, se sont transportés dans un autre, grâce, suppose-t-on, à une dépêche venue de Gex ou du canton de Vaud. On connaît même d'une manière précise quels sont les sentiments réciproques de certains membres de la famille impériale. C'est le directeur de la police — de Berne, il est vrai — qui écrit au comte Decaze : « Il est connu qu'Hortense déteste Marie-Louise et qu'elle en dit beaucoup de mal, mais que son amour pour son neveu, le petit Napoléon, est très prononcé tandis qu'elle accuse hautement son beau-père. Elle disait encore récemment de lui : « Ah ! il nous a rendus malheureux par l'excès de son ambition (5 avril 1816). »

La nouvelle de la mort de Napoléon à Sainte-Hélène devait naturellement attirer toujours plus l'attention sur la famille du défunt empereur. Une note, datée de Francfort, 17 juillet 1821, nous apprend que lorsque cette nouvelle arriva à Baden, le prince Eugène et la grande-duchesse douairière Stéphanie, de Bade, firent *déprier* (sic) les personnes invitées et prirent le deuil. Le roi de Bavière, qui était aussi à Baden, n'en parla pas. « On est curieux de savoir ce qu'on fera à Vienne et surtout à Parme¹. Le duc de Reichstadt (le petit roi de Rome) est devenu aux yeux de

¹ Résidence de Marie-Louise, devenue duchesse de Parme, et en 1816 épouse du général autrichien, comte de Neipperg.

beaucoup de personnes un individu de haute importance. Jusqu'ici, les Anglais avaient le *Prétendant* à leur disposition ; ce rôle est passé aux Autrichiens. » On remarquera cette dernière phrase et nous verrons plus loin quelles espérances les ennemis des Bourbons faisaient reposer sur la tête du fils de Napoléon. La surveillance exercée à l'égard du prince Eugène et de la comtesse de Saint-Leu n'en deviendrait que plus étroite. Un espion écrit au préfet du Haut-Rhin : « Il se passe beaucoup de choses chez le prince Eugène et la comtesse de Saint-Leu. » Et cet honorable industriel ajoute que « si on lui donne beaucoup d'argent, il jure de poursuivre cette famille jusqu'au bout de l'univers » (18 août 1822). C'est à ce moment que le prince Eugène devait arriver à Schinznach où se trouvait beaucoup de monde. Sa sœur et lui faisaient acheter de fort beaux chevaux mis en vente par le prince de Fürstenberg. Les noms des divers personnages qui se rendent à Sandeck et à Arenenberg sont soigneusement notés. Parmi ces visiteurs qui, en chemin, logent à Brugg, à Aarau ou à Baden, on cite « la maréchale Ney, le commandant Brice, l'abbé Bertrand reparti pour Augsbourg avec le fils de M^{me} de Saint-Leu dont il est le gouverneur. La comtesse est partie ce même jour. Elle est en marché pour le château de Glariseck, destiné à un général en ce moment à Genève. Le plan de ce château, qui remplacera celui de Salenstein, a été envoyé à Paris (20 novembre 1822). »

*

* *

A l'époque où nous sommes parvenus, soit en 1823, il est souvent question de projets qui se trameraient en faveur du fils de Napoléon. Le prince de Metternich, le général Bubna n'y auraient pas été opposés. De son côté, la reine Hortense était accusée de donner fr. 10,000 à un agitateur nommé Wite. Un espion, établi à Zurich, recevait de Paris des

lettres assurant qu'une société très nombreuse de gens fort riches travaillait à détrôner le roi de France ; que le vœu général était de renvoyer les Bourbons et de choisir le fils de Napoléon ou un des membres distingués de la famille.

Indépendamment, semble-t-il, de cette société de gens riches, il s'en serait formé deux autres dites, l'une de l'*Épingle noire*, l'autre de la *Veuve*, dans le but également de mettre sur le trône de France le duc de Reichstadt avec le prince Eugène pour régent. C'est tout au moins là ce qu'écrivit le préfet du Haut-Rhin (8 avril 1823). Mais ce qui pourrait paraître étrange, c'est que ces associations, dont les adeptes étaient très nombreux, étaient des fractions du carbonarisme. Ils devaient se réunir le 29 avril à Schinznach, et c'est par leurs soins que fut répandue en France et en Italie la curieuse proclamation que voici :

*Le Conseil de régence de Napoléon II aux braves
Alsaciens.*

« Le lys va s'évanouir. Votre brave jeunesse, remplie des souvenirs de la gloire de l'immortel Napoléon, va s'unir aux acclamations des bons Français en rétablissant la dynastie qui n'a jamais cessé de régner dans nos cœurs. Vous recevrez avec allégresse l'auguste héritier sous le nom de Napoléon II. Cet empire, seul digne de la nation française, vous fera oublier le joug odieux des Bourbons.

» Désormais, vous ne serez plus en proie aux ordonnances impératives du Congrès de la Sainte-Alliance. Ralliés sous la bannière des couleurs tricolores, vous allez retrouver le bonheur dont tant de millions de Français ont connu la source.

» Alsaciens ! l'heure approche ! la patrie espère recevoir de nouvelles preuves de cette réputation que vous méritâtes en 1814 et 1815.

» Vos concitoyens vous accordent leur entière confiance. Vive Napoléon II ! Vive la liberté ! »

Cette proclamation, dont la rédaction fut attribuée à Parrot, sortait des presses de Gessner, à Zurich. Elle fut envoyée au ministre de l'intérieur, par le parquet du tribunal de première instance de la Seine. Le gouvernement suisse en ordonna la saisie. C'est probablement d'accord avec ces provocations au rétablissement du pouvoir impérial, que tant de gens accouraient à Arenenberg. On cite entre autres un comte Adoli, de Turin, qui, après avoir vu la duchesse de Saint-Leu, se serait abouché avec différents personnages à Constance, pour aller de là en Allemagne. Un individu de Constance, qui logeait ordinairement à Berne, au Faucon, se tenait au courant de ce que faisait la Diète réunie dans cette ville, « afin d'envoyer de suite à Sandeck et à Arenenberg, les décisions qui pourraient en provenir » (26 juin). Au dire du préfet du Haut-Rhin, la Diète était alors assez mal disposée à l'égard de la France. Berne faisait maintenant cause commune avec le canton de Vaud et l'Argovie. On attribuait ces dispositions au mécontentement provoqué chez les Suisses par l'énorme impôt sur l'importation du bétail en France. Aussi, considérant les tendances révolutionnaires des gouvernements de Vaud et d'Argovie, un diplomate français conseillait-il de se relâcher un peu dans les droits de douane, tout en donnant quelques titres, quelque argent aux hommes influents de certains cantons, ce qui n'empêcherait pas d'exercer une surveillance étendue sur toute la Suisse.

Quoi qu'il en soit de ce grief particulier, aussitôt que le prince Eugène arrivait dans son château, un de ses affidés accourait de Berne auprès de lui. C'est sur ces entrefaites qu'il tomba malade. Dans le temps même où il était menacé d'une attaque d'apoplexie, on attendait à Sandeck, le prince de Hohenzollern-Sigmaringen. Eugène ne tarda pas à mourir et, en constatant la mort de ce prince, le préfet du Haut-Rhin disait que le parti libéral s'était flatté de son intervention. Son nom aurait, en effet, donné de l'importance à un

rassemblement. Toutefois, malgré cette mort, la reine Hortense, qui ne cessait d'acheter des propriétés autour de son domaine, laissait ses gens faire courir le bruit que la famille Bonaparte était à la veille de jouer encore un grand rôle en Europe. En attendant, la situation générale paraissait à cette époque encore bien embrouillée. Le ministre de France près la Confédération helvétique, M. de Moustier, recevait à Berne la visite de l'ex-ministre M. Decaze qui, prétendait-on, avait reçu à Mösskirche, un messenger de M^{me} Hortense. M. de Moustier voulait en douter, mais il se plaignait du séjour de la famille Beauharnais sur le lac de Constance. Elle continuait à « rallier autour d'elle tous les mécontents » (12 septembre 1823).

Ne poussons pas plus loin notre enquête. Elle nous a montré la Suisse exposée à des difficultés, des embarras, même à des dangers dus à la présence dans son sein d'une foule de réfugiés politiques allemands, italiens, français parmi lesquels se rencontraient aussi de nombreux espions parfois plus compromettants encore que les proscrits eux-mêmes. Les puissances exigent de la Suisse qu'elle exerce sur ces derniers une surveillance efficace, et la Diète ne manque pas, dans l'occasion, d'inviter les cantons à prendre des mesures énergiques contre les abus de la presse et relativement à la police des étrangers, mais ces invitations se heurtent le plus souvent à des sympathies dont les réfugiés bénéficient et à une hostilité parfois évidente contre la politique réactionnaire des grands États. L'opposition aux mesures de police que les puissances auraient voulu voir adoptées, invoquait en sa faveur le droit d'asile. C'est ainsi, par exemple, que la Prusse, réclamant l'extradition des professeurs réfugiés à Bâle et en Argovie, ne provoqua, de la part de l'autorité supérieure de la Confédération, qu'un refus fondé précisément sur ce droit d'asile que la Suisse, malgré quelques

défaillances momentanées, s'est toujours fait un devoir et une gloire de pratiquer. Dans la suite des temps, la fidélité à ce devoir a parfois soumis notre patrie à des épreuves plus rudes encore que celles dont il a été question dans le cours de ce travail, mais elle a pu se convaincre que le ferme maintien de ce droit est pour elle une garantie d'indépendance ¹.

J. CART.

NOTICE SUR LES ASSEMBLÉES DES ANCIENS ETATS DE VAUD

(SUITE)

En réduisant ainsi à une sorte de protectorat l'autorité des princes de Savoie sur la baronnie de Vaud, de la Harpe et Cart modifiaient sensiblement les données de Quisard. On se demande d'ailleurs plus d'une fois en lisant leurs écrits s'ils se faisaient une juste idée des institutions compliquées du moyen âge et s'ils savaient suffisamment démêler l'enchevêtrement qui caractérise l'organisation féodale. Comme le dit quelque part J. Olivier, il est difficile souvent de se retrouver « en des temps où l'histoire a la confusion uniforme et le vague éparpillement du chaos ».

Cart, le plus radical de nos deux champions vaudois, ne craignait pas, comme on l'a vu, de transformer l'ordre de la noblesse en une simple catégorie de gros propriétaires fonciers. Il ne savait guère parler du clergé que pour flétrir la rapacité avec laquelle les Bernois l'avaient dépouillé de ses richesses.

Cart se plaisait surtout à multiplier ses attaques contre

¹ Gardons nos cœurs de toute lâcheté !
Notre Helvétie est à la liberté.

(Juste Olivier : *Les chansons lointaines*, p. 42.)